

PREMIER DE LA ABONNEMENTS
Edition Quotidienne

POUR LES ETATS-UNIS \$12.00 \$10.00 \$10.00 \$10.00
POUR L'EUROPE \$15.00 \$12.50 \$12.50 \$12.50

Les abonnements se paient d'avance

Le Numéro



Cinq Sous

PREMIER DE LA ABONNEMENTS
Edition Hebdomadaire

POUR LES ETATS-UNIS \$12.00 \$10.00 \$10.00 \$10.00
POUR L'EUROPE \$15.00 \$12.50 \$12.50 \$12.50

Les abonnements se paient d'avance

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1872.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI, 6 AOUT 1909

82me Année

FATALITÉS.

En ce temps d'anniversaires, l'écho des victoires lointaines résonne dans l'air, il fait bon écouter ces voix qui nous parlent d'honneur et de bravoure. Pour quoi faut-il qu'à ce réconfort se mêle une mélancolie poignante, chagrin qui s'avent et se souvient ? Magenta, Solferino, victoires éblouissantes, victoires sans lendemain ! Irons-nous jusqu'à y reconnaître le germe des désastres ? A quel moment la politique du second Empire s'est-elle fixée dans une voie de perdition ? Fautes des gouvernants, fautes des peuples, fautes de l'opinion, quelle part revient à ces éléments divers dans la grande perversion de nos destinées ? A considérer depuis 1815 jusqu'en 1870 les évolutions de notre politique extérieure, il semble qu'une cause supérieure, inexorable, pousse sur les événements et maîtrise les volontés ; elle porte en soi quelque chose de cette fatalité qui domine et contraint tout le drame antique.

En 1814, Napoléon était tombé, après avoir trahi l'Europe à outrance, mis les rois en servage et posé violemment les peuples dans la voie du progrès. 1815 et 1814 avaient terni son empire carolingien, ce grandiose anachronisme tout chargé d'avenir. Les rois vainqueurs eurent à s'entendre sur le partage des dépouilles. A ce moment, la France presque entière commença une grave et rude appréciation, et il fut impossible que cette erreur ne fût pas commise.

Les traités de Vienne, succédant aux actes qui avaient refoulé la France dans ses anciennes limites, sanctionnaient cette déchéance ; hélas ! naturel que la France les prit en détestation. Cependant, reculé dans les limites de 1793 une fois admis, les stipulations de Vienne telles que les avait ménagées en partie l'astuce de Talleyrand, nous étaient beaucoup moins nuisibles qu'ilites. Ces traités assuraient la sécurité de nos frontières en organisant à nos côtés l'impuissance, par le morcellement de l'Allemagne et de l'Italie. Si l'on pouvait sur notre frontière de l'Est quelques Etats moyens avec mission de nous contenir, en arrière de ces grands gardes hostiles, le corps de bataille, c'est à dire l'impotente Confédération germanique, était faible. Dans une Europe compliquée, fractionnée la France demeurait puissante par sa cohésion. Mais tous les Français devaient voir l'intention sous-entendue plus que faite ; les traités de Vienne leur devinrent objet d'horreur.

Par les mêmes actes, plusieurs nationalités et notamment l'italienne avaient été cruellement lésées. Entre la France humiliée et ces nationalités souffrantes, il était inévitable qu'une solidarité d'oppression et d'espoir s'établît. Puis, on avait beau dire et beau faire ; la nation replacée sous le sceptre des Bourbons n'en restait pas moins la France de la Révolution et de l'Empire. Sa tradition nouvelle, ses souvenirs, ses regrets, ses principes l'entraînaient à se faire émancipatrice de peuples, initiateur de progrès. Son intérêt bien entendu la vivait au passé ; il lui commandait de ne pas toucher aux dispositions de Vienne dans leur structure générale, de maintenir autour de nous les virils formes républicaines, la multiplicité des petits Etats d'ancien régime, les souverainetés archaïques, même oiseuses ou grotesques ; son principe l'incitait à favoriser les grandes formations de l'avenir. A l'extérieur, notre intérêt était contre-révolutionnaire, notre principe était révolutionnaire. Il y eut désormais contradiction entre notre intérêt et notre principe, contradiction immanente, fatale.

La Restauration n'échappa nullement à la pression de l'atmosphère ambiante. Lors des troubles d'Italie, elle essaya de sauver, contre l'intervention de Metternich, la liberté napoléonienne. Charles X envoya une armée libérer la Grèce, ce que je me garderais de lui reprocher. Parmi les Français, les ultra royalistes n'étaient pas les moins exaspérés contre les traités de Vienne. En 1830, le cabinet Polignac se mit en campagne contre l'ordre européen, contre le système réta-

bi. Il imagina un plan fantastique de renouveau et de subversion, à la faveur duquel il espérait ressaisir la Belgique.

Tout le complot reposait sur le concours présumé de la Russie, car Nicolas Ier s'était mis avec la branche aînée des Bourbons en coquette relation. En fait, le Tsar se servait de nous ; je ne dirai pas qu'il trahit la France ; certainement il en jouait. Il jouait supérieurement d'une apparence d'accord franco-russe pour tenir en respect l'Autriche, l'Angleterre, et poursuivre ses desseins personnels en Orient. A aucun prix, il ne voulait que la France se réintègre dans ses limites naturelles. Contre toute tentative de ce genre, l'accord de 1814 restait debout. La politique du ministère Polignac, inspirée par le désir de satisfaire et de se taire le sentiment national, était vouée à l'insuccès.

Après 1830, la révolution de Juillet s'éprit de bienfaisante tendresse pour les révolutions, filles ou sœurs de la nôtre. Ce fut le temps des grandes fièvres de l'opinion et des grandes pitiés. Notre sensibilité s'était en quelque sorte extériorisée ; comme on l'a dit spirituellement, la France avait mal à l'Italie, mal à l'Irlande ; elle souffrait de toutes les douleurs de la Pologne. L'opinion réclamait une guerre générale et folle, qui eût été au dehors la lutte d'un contre cinq et au dedans l'irruption de l'anarchie. Louis-Philippe passa les dix huit ans de son règne à lutter contre les passions de son peuple, à lui épargner "1830 et 1831 tristes ans plus tôt". Il y éprouva tout ce qu'il avait d'habileté, d'opiniâtreté et d'expérience. A ce métier de garde-fou, il ruina sa popularité et compromit sa couronne. En Février, la France le laisserait tomber parce qu'elle lui avait demandé de faire grand et n'avait obtenu de lui qu'une sécurité humiliée. Sa sagesse fut taxée de passivité. Il perdit devant ses contemporains tout ce qu'il devait gagner devant l'histoire.

En 1847, à la veille des explosions de 1848, le mouvement national de l'Italie et concurrent de celui de l'Allemagne s'annonçait. Louis-Philippe et Guizot discernaient le danger. Pour contenir la Prusse déjà frémissante de désirs et de convoitises, Guizot cherchait à se rapprocher de l'Autriche. L'opposition de gauche le repoussait d'invectives. En Italie, il conseillait très sagement aux gouvernements de se transformer, de se moderniser, mais ne voulait pas qu'on touchât aux délimitations territoriales et aux possessions autrichiennes. L'Italie, plus unitaire que libérale, le maudissait. Tout le monde en France, y compris les fils du Roi, bâmait l'impopulaire système. Un jour, Guizot découragé écrivait : "Puisque la nation replacée sous le sceptre des Bourbons n'en restait pas moins la France de la Révolution et de l'Empire, sa tradition nouvelle, ses souvenirs, ses regrets, ses principes l'entraînaient à se faire émancipatrice de peuples, initiateur de progrès. Son intérêt bien entendu la vivait au passé ; il lui commandait de ne pas toucher aux dispositions de Vienne dans leur structure générale, de maintenir autour de nous les virils formes républicaines, la multiplicité des petits Etats d'ancien régime, les souverainetés archaïques, même oiseuses ou grotesques ; son principe l'incitait à favoriser les grandes formations de l'avenir. A l'extérieur, notre intérêt était contre-révolutionnaire, notre principe était révolutionnaire. Il y eut désormais contradiction entre notre intérêt et notre principe, contradiction immanente, fatale."

La Restauration n'échappa nullement à la pression de l'atmosphère ambiante. Lors des troubles d'Italie, elle essaya de sauver, contre l'intervention de Metternich, la liberté napoléonienne. Charles X envoya une armée libérer la Grèce, ce que je me garderais de lui reprocher. Parmi les Français, les ultra royalistes n'étaient pas les moins exaspérés contre les traités de Vienne. En 1830, le cabinet Polignac se mit en campagne contre l'ordre européen, contre le système réta-

bi. Il imagina un plan fantastique de renouveau et de subversion, à la faveur duquel il espérait ressaisir la Belgique. Tout le complot reposait sur le concours présumé de la Russie, car Nicolas Ier s'était mis avec la branche aînée des Bourbons en coquette relation. En fait, le Tsar se servait de nous ; je ne dirai pas qu'il trahit la France ; certainement il en jouait. Il jouait supérieurement d'une apparence d'accord franco-russe pour tenir en respect l'Autriche, l'Angleterre, et poursuivre ses desseins personnels en Orient. A aucun prix, il ne voulait que la France se réintègre dans ses limites naturelles. Contre toute tentative de ce genre, l'accord de 1814 restait debout. La politique du ministère Polignac, inspirée par le désir de satisfaire et de se taire le sentiment national, était vouée à l'insuccès.

tion était spécialement d'isoler et d'humilier la France. Contre cet arrogant despotisme, Napoléon III organisa très habilement la résistance européenne. Il ne fit pas alors la guerre pour la cause des nationalités et des révolutions ; il la fit pour l'équilibre oriental, part et intégrante de l'équilibre européen.

Le sort des combats fut risqué. C'était la première fois, depuis Waterloo, que nos troupes se mesuraient avec une armée européenne. La guerre de Crimée rompit grièvement le cœur de nos drapeaux. Dans les négociations, la France fit preuve d'une modération triomphante. Au congrès de Paris, Napoléon III présida l'Europe ; que ne s'est-il contenté de cette revanche morale du congrès de Vienne !

L'accord austro-français de 1814 et de 1815, c'est l'accord qui avait survécu à nos changements de régime et s'était maintenu à l'état latent, n'existait plus. L'Angleterre était notre alliée ; l'Autriche, après beaucoup d'hésitations, se rapprochait étroitement ; l'Autriche et la Russie s'étaient profondément divisées. Une autre fois jusqu'alors et en plein congrès de Vienne, l'accord austro-français s'était rompu, grâce au tour de main de Talleyrand et pour quelques mois seulement ; le retour de l'île d'Elbe l'avait immédiatement reformé. Maintenant, nos succès diplomatiques et militaires avaient définitivement brisé cette coalition préventive. La politique de Crimée, c'était la politique de Talleyrand au congrès de Vienne, avec la victoire en plus.

Un diplomate de l'école classique, M. de Hubner, disait alors à Napoléon III : "Votre véritable mérite, c'est d'avoir brisé la ligue européenne que la première Restauration avait formée contre la France, et qui, depuis Louis XVI, — je n'en excepte pas même la Restauration — a duré jusqu'à nos jours. C'est vous qui l'avez brisée et fait rentrer la France dans la grande famille européenne."

Jamais l'œuvre n'était française, depuis plus d'un siècle, n'avait joui d'une situation aussi belle. Cependant, si le public français avait applaudi aux victoires essuies, à l'éloignement solennel des tentes triomphales, il n'avait guère compris l'essence de la politique de Crimée. Au contraire, lorsque Napoléon entra en 1859 dans la tradition émancipatrice et révolutionnaire, lorsqu'il s'arma pour l'Italie et jeta le cri de délivrance, toutes les parties ardentes de la nation trépassèrent. Les minorités qui gémissaient, celles qui parlaient et professaient, les intellectuels, la jeunesse des écoles et le jeune ouvrier de Paris, applaudirent à cette guerre d'idéologie. Le départ de l'Empereur fut un triomphe anticipé ; le départ pour l'Italie acclamé par le faubourg Saint-Antoine l'homme de Dombasle. Et pendant quelques semaines la France vécut dans l'enchantelement des victoires italiennes, victoires au nom sonore, dorées d'un reflet d'idéal.

La guerre de 1859, ennoblée de générosité, n'en était pas moins une entreprise très dangereuse. Le champ des aventures était ouvert. Dépendait-il d'un pouvoir humain de le circonvenir ? Peut-être, si la France, après avoir sacrifié à son principe, se reprégnait au sein exclusif de ses intérêts. La campagne d'Italie aboutissait pratiquement à certains avan-

tags et résultats. Sans parler de l'acquisition de Nice et de la Savoie, l'utilité de créer en Italie une puissance sûre, liée à nous par des affinités malgré tout indissolubles, se confirme aujourd'hui par la chaude étreinte des deux peuples. On peut même soutenir qu'il existait au-delà des Alpes, entre la France et l'Autriche, un traditionnel conflit d'influence dont le règlement eût été inévitable. Seulement, l'entreprise libératrice une fois effectuée, il importait d'en limiter très strictement les conséquences européennes et surtout de ne pas permettre que le mouvement italien profitât aux ambitions parallèles de la Prusse. Si l'on eût recherché dans nos archives les instructions qu'en 1814 notre premier plénipotentiaire au congrès de Vienne s'était tracées à lui-même, on y eût trouvé ces mots, d'une essence à longue vue : "En Italie, c'est l'Autriche qu'il faut empêcher de dominer ; en Allemagne, c'est la Prusse."

L'inépuisable tendresse de l'Empereur pour l'Italie lui ferma les yeux sur le péril prussien. Lorsque avant 1866 les calculs et les ambitions de Bismarck commencèrent à se dessiner, lorsque l'Autriche en fut menacée, il suffisait de leur refuser toute complicité pour reprimer l'essor de la Prusse et écarter dans l'avenir son sigle impérial. Mais l'Empereur ne se consolait pas d'avoir dû, en 1859, laisser son œuvre inachevée et Venise aux mains de l'Autriche. Refusant Rome à l'Italie, il voulut au moins lui faire acquiescer la Vénétie. Dans ce but, il facilita un accord entre le cabinet italien et le royaume prussien. En favorisant la conclusion du traité signé à Berlin par le général Goyone, il mit la main de Victor-Emmanuel dans celle de Guillaume Ier. Pour lui, c'était un moyen de peser sur l'Autriche et de lui faire abandonner le lambeau d'Italie qu'elle détenait encore. En fait, il lui livra l'achèvement de l'Italie au progrès de la Prusse. La fut l'erreur décisive. Le foudroyant surprise de Sadowa en sortit, et les événements de 1866 commandèrent ceux de 1870. Puisse l'Italie ne pas oublier que Strasbourg et Metz furent finalement la rançon de Venise !

Talleyrand disait du ministre Choiseul qu'il avait de l'avenir dans l'esprit. Napoléon III eut trop d'avenir dans l'esprit. Il considérait que la réformation des nationalités était une loi de l'histoire, qu'on devait s'adapter et non s'opposer à la force des choses, et il essaya de s'allier avec l'inévitable. On peut dire, en effet, que la tendance des peuples à l'indépendance et à l'unité était irrésistible, qu'il voulait l'enrayer totalement on eût en repris une œuvre aussi vaine que si l'on avait tenté d'arrêter les progrès de la vapeur et de l'électricité, sous prétexte que ces forces nouvellement dégagées occasionnaient parfois d'horribles dommages. Je ne méconnais nullement la valeur de cet argument. Il ne me semble pas sans réplique. Le rôle d'une diplomatie avisée est-il de hâter des événements même inévitables, lorsqu'ils doivent nuire à son pays ? A gagner du temps, on gagne tout ce qu'il faut. Supposons les événements de 1866 prévus et conjurés ; il est probable que le mouvement unitaire de l'Allemagne se fit tout de même et plus tard réalisé ; sait-on s'il se serait opéré plus tard dans

EXCURSION POPULAIRE ANNUELLE

De la Nouvelle-Orléans et d'autres points via



Aux bas prix suivants pour l'aller et le retour.

- CHICAGO, \$15.00
- ST. LOUIS, \$12.00
- DETROIT, \$18.00
- LOUISVILLE, \$12.00
- CINCINNATI, \$14.00
- NORFOLK, \$18.00
- RICHMOND, \$18.00
- WASHINGTON, \$18.00

14 AOUT

Billets en vente aux prix ci-dessus le 14 Août seulement ; bons pour le retour jusqu'au 31 Août, inclusivement.

FRÉQUENTS TRAINS RAPIDES D'UN BOUT A L'AUTRE - CHARS

SALLE-A-MANGER - CHARS-BUFFET - BIBLIOTHEQUE - SALON - CHARS DORTOIR - CHARS A FAUTEUILS

LIBRES - DOUBLE VOIE - SIGNAUX BLOCK.

Billets, réserves et détails, Bureau des Billets en Ville, 141 Rue St-Charles, A. J. McDougall, D.P.A.

EXCURSION AUG. 14th.

ROUND TRIP TICKETS:

WASHINGTON, \$18

CINCINNATI \$14. DETROIT \$18.

ASHEVILLE \$14. RICHMOND \$18.

HENDERSONVILLE \$14. NORFOLK \$18.

CHICAGO, \$15. ST. LOUIS, \$12.

LOUISVILLE, \$12. MONTEAGLE, \$11.40

RETURN LIMIT: AUG. 31. — Good in Sleeping Cars or Coaches.

TRAINS LEAVE TERMINAL STATION: 8:00 A. M.—7:30 P. M.

TICKET OFFICES: 211 St. Charles St., & Terminal Station, Canal St. MOBILE, MAIN 6422.

Grève probable en Espagne
Cervère, France, 5 août.—On annonce formellement aujourd'hui que par suite d'un refus du gouvernement espagnol d'accepter des démons-trations pacifiques contre la guerre du Maroc et en faveur de la relaxation des émissaires détenus dans la forteresse de Montjuich, la grève générale sera proclamée dans un jour ou deux dans toute l'Espagne.

Désastre maritime.
Cap Town, Afrique du Sud, 5 août.—Le vapeur anglais "Maori" a sombré la nuit dernière au large de Slang Bay. On craint que les pertes de vies ne soient très élevées, car ce navire transportait un grand nombre de passagers. Neuf survivants ont réussi jusqu'ici à gagner la terre en s'accrochant à des épaves. Six cadavres ont été jetés à la côte dans la matinée.

IGN EXCURSIONS POPULAIRES

SAMEDI, 14 AOUT.

PRIX DES VOYAGES ALLER ET RETOUR.

Washington \$18	Chicago - - \$15
St. Louis - - \$12	Cincinnati \$14
Louisville - - \$12	Asheville - \$14
Detroit - - - \$15	Hendersonville, N.C. \$14
Portsmouth, Va. \$18	Norfolk, Va. \$18
Monteagle, Tenn. \$11.40	Richmond, Va. \$18

Billets valables jusqu'au 31 Août.
Dortoirs d'excursions 1-2 prix.
Achetez vos billets et vos dortoirs.

301 RUE ST-CHARLES.
Phone - Main 4092.

IGN